

**No. 36789**

---

**France  
and  
Switzerland**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Swiss Federal Council to complete the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 April 1959. Berne, 28 October 1996**

**Entry into force:** *1 May 2000, in accordance with article XXII*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 25 July 2000*

---

**France  
et  
Suisse**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959. Berne, 28 octobre 1996**

**Entrée en vigueur :** *1er mai 2000, conformément à l'article XXII*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 25 juillet 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE EN VUE DE COMPLÉTER LA CON-  
VENTION EUROPÉENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE  
PÉNALE DU 20 AVRIL 1959

Le Gouvernement de la République française et Le Conseil fédéral suisse,

Désireux de simplifier, dans les relations entre les deux Etats, l'application de la Con-  
vention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959, dénommée ci-  
après "la Convention", et de compléter les dispositions de celle-ci, sont convenus de ce qui  
suit:

*Article I - Champ d'application (Ad article 1<sup>er</sup> de la Convention)*

1. La Convention et le présent Accord s'appliquent:

a) aux procédures visant des faits dont la poursuite est, à la date où l'entraide est de-  
mandée, de la compétence, dans l'un des deux Etats, d'une autorité judiciaire ou adminis-  
trative et, dans l'autre Etat, d'une autorité administrative, s'il est possible, en cours de  
procédure, de porter l'affaire devant un tribunal compétent en matière pénale;

b) aux procédures visant des faits que la loi de l'un des deux Etats réprime d'une  
amende exclusivement, s'il est possible, tout au moins dans l'un des deux Etats, de porter  
l'affaire devant un tribunal compétent en matière pénale;

2. L'entraide judiciaire est également accordée :

a) pour la notification d'actes visant l'exécution d'une peine ou d'une mesure, le recou-  
vrement d'une amende ou le paiement des frais de procédure;

b) pour les affaires concernant le sursis à l'exécution d'une peine ou d'une mesure, la  
libération conditionnelle, le renvoi du début d'exécution d'une peine ou d'une mesure, ou  
l'interruption de l'exécution;

c) dans les procédures en grâce;

d) dans les procédures en dommages-intérêts pour détention injustifiée ou autres pré-  
judices provoqués par une procédure pénale.

*Article II - Motifs de refus (Ad article 2 de la Convention)*

1. L'entraide judiciaire est refusée si la demande vise des faits sur la base desquels la  
personne poursuivie a été définitivement acquittée ou, pour la France, acquittée ou relaxée  
quant au fond, ou pour lesquels elle a déjà été condamnée dans l'Etat requis, à condition que  
la sanction éventuellement prononcée soit en cours d'exécution ou ait déjà été exécutée.

2. Le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas si la procédure ouverte à  
l'étranger n'est pas dirigée uniquement contre la personne poursuivie résidant dans l'Etat  
requis ou si l'exécution de la demande est de nature à la disculper.

*Article III - Utilisation des renseignements (Spécialité)*

1. Les renseignements obtenus par la voie de l'entraide ne peuvent, dans l'Etat requérant, ni être utilisés aux fins d'investigations, ni être produits comme moyens de preuve dans toute procédure relative à une infraction pour laquelle l'entraide est exclue.

2. Dans la mesure où l'Etat requis en a été informé, les renseignements fournis peuvent être utilisés dans l'Etat requérant pour une procédure :

a) contre la personne qui, ayant fait l'objet d'une procédure pénale pour laquelle l'entraide a été accordée, est également poursuivie en raison d'une infraction pour laquelle l'entraide judiciaire doit être accordée;

b) contre la personne poursuivie pour avoir participé à une infraction pour laquelle l'entraide judiciaire a été accordée, ou pour avoir favorisé une telle infraction;

c) concernant le paiement de dommages-intérêts en relation avec une procédure pour laquelle l'entraide judiciaire a été accordée;

d) nécessitant des recherches complémentaires, à condition que l'entraide judiciaire soit admise pour cette procédure, que des recherches en vue d'établir l'existence d'une infraction aient déjà été faites avant la date de la demande visée au paragraphe 1er et que les renseignements fournis ne servent pas de moyens de preuve.

*Article IV - Remise de pièces à conviction, dossiers ou documents (Ad article 3 de la Convention)*

1. La demande d'une autorité de l'Etat requérant visée à l'article 1, en vue d'une perquisition, d'une saisie ou d'une remise de pièces à conviction, dossiers ou documents a, dans l'Etat requis, la même valeur qu'une décision prise aux mêmes fins dans cet Etat.

2. La remise à l'Etat requérant de pièces, dossiers ou documents visés à l'article 3 de la Convention ne porte pas atteinte aux droits de l'Etat requis, ni à ceux des tiers.

*Article V - Droits de gage au profit du fisc*

Lorsqu'il remet les objets en renonçant à leur renvoi, l'Etat requis ne fait pas valoir un droit de gage douanier ni d'autres garanties réelles découlant du droit des douanes ou des contributions à moins que le propriétaire de ces objets, lésé par l'infraction, ne soit lui-même redevable des droits éludés.

*Article VI - Remise de biens provenant d'une infraction*

1. Hormis les pièces à conviction, dossiers ou documents mentionnés à l'article 3 de la Convention, sont aussi remis à l'Etat requérant, en vue de leur restitution au lésé, les biens provenant d'une infraction ainsi que leurs produits qui peuvent être saisis selon le droit de l'Etat requis.

2. Toute prétention élevée par une personne étrangère à l'infraction sur ces biens, qui n'a pas été satisfaite ou garantie, demeure réservée.

*Article VII - Présence de personnes étrangères dans l'Etat requis (Ad Article 4 de la Convention)*

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis consent à ce que les autorités de l'Etat requérant participant à la procédure, les personnes en cause, le cas échéant assistées de leurs conseils, ainsi que les experts désignés par les autorités de l'Etat requérant assistent à l'exécution des actes d'entraide judiciaire sur son territoire :

a) si sa législation ne s'y oppose pas,

b) et si la présence de ces personnes permet de faciliter l'exécution de ces actes ou la procédure pénale de l'Etat requérant.

2. Les personnes mentionnées au paragraphe 1er peuvent suggérer aux autorités de l'Etat requis de poser des questions.

*Article VIII - Mesures coercitives (Ad Article 5 de la Convention)*

L'entraide judiciaire consistant en une mesure coercitive quelconque peut être refusée si : a) le fait qui a donné lieu à la commission rogatoire n'est pas punissable selon le droit des deux Etats ; b) la législation de l'Etat requis s'y oppose.

*Article IX - Renvoi des objets, dossiers ou documents (Ad Article 6 de la Convention)*

L'Etat requérant n'est pas tenu par l'obligation de renvoyer les objets et les originaux des dossiers ou documents prévue à l'article 6, paragraphe 2 de la Convention, sauf demande expresse de l'Etat requis.

*Article X - Notification par la poste (Ad Article 7 de la Convention)*

1. Toute pièce de procédure et toute décision judiciaire en matière pénale peuvent être adressées directement par la voie postale aux personnes qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

2. Les citations à comparaître destinées à des personnes poursuivies se trouvant dans l'Etat requis doivent leur parvenir au moins trente jours avant la date fixée pour la comparution.

3. Lorsqu'il y a des raisons de penser que le destinataire ne comprend pas la langue dans laquelle la pièce est rédigée, cette pièce - ou au moins les passages importants de celle-ci - doit être traduite dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat sur le territoire duquel le destinataire se trouve.

*Article XI - Avance de frais au témoin ou à l'expert (Ad Article 10 de la Convention)*

L'article 10, paragraphe 3, de la Convention s'applique à toute citation de témoins ou d'experts, même si les conditions de l'article 10, paragraphe 1, de la Convention ne sont pas remplies.

*Article XII- Transfèrement temporaire de détenus à l'Etat requis (Ad Articles 11 et 12 de la Convention)*

1. L'Etat requis acceptera le transfèrement temporaire sur son territoire d'une personne détenue dans l'Etat requérant si la présence de cette personne est nécessaire à l'exécution de la mesure d'entraide dans l'Etat requis. Toutefois, il pourra refuser de donner son accord:

- si le détenu ne consent pas à lui être remis temporairement ;
- ou si des considérations impérieuses s'y opposent.

2. L'Etat auquel le détenu est remis en application du paragraphe 1 du présent article doit le maintenir en détention pendant la durée du séjour, à moins que l'Etat requérant ne demande sa mise en liberté. Il ne peut pas le poursuivre pour une infraction commise avant son transfert.

3. Le détenu est renvoyé à l'Etat requérant dès que l'Etat requis a exécuté la mesure d'entraide judiciaire demandée.

4. La même règle vaut en pareil cas pour le passage en transit d'un détenu sur le territoire de l'un des deux Etats.

*Article XIII - Contenu des demandes (Ad Article 14 de la Convention)*

Outre les documents prévus par l'article 14, paragraphe 1er de la Convention les demandes contiendront :

- a) en cas de remise d'actes de procédure et de décisions judiciaires, le nom et l'adresse du destinataire, sa qualité dans la cause ainsi que la nature du document à remettre
- b) en cas de participation de personnes visées à l'article VII du présent Accord, la désignation des personnes qui assistent à l'exécution de la demande et la raison de leur présence.

*Article XIV - Voies de transmission (Ad Article 15 de la Convention)*

1. Les demandes d'entraide judiciaire, y compris celles établies par les autorités administratives chargées de la poursuite des infractions au sens de l'article I du présent Accord, peuvent être adressées, en France, au Procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la demande doit être exécutée et, en Suisse, à l'autorité judiciaire compétente pour exécuter la demande.

Les demandes et les pièces relatives à leur exécution sont renvoyées par la même voie.

2. Le Ministère français de la Justice et le Département fédéral de justice et police se communiquent la liste des autorités auxquelles doivent être adressées les demandes d'entraide ainsi que les modifications qui seront apportées à cette liste.

3. Les demandes de transfèrement temporaire ou de transit de personnes qui sont en état d'arrestation provisoire ou de détention ou qui font l'objet d'une mesure privative de liberté se font par l'intermédiaire du Ministère de la Justice et de l'Office fédéral de la police.

4. Les demandes d'extraits du casier judiciaire à des fins pénales, y compris la radiation de l'inscription au casier, sont adressées d'une part au casier judiciaire national à Nantes et d'autre part, à l'Office fédéral de la police à Berne.

*Article XV- Remboursement de frais (Ad Article 20 de la Convention)*

Les frais causés par la remise de biens et de valeurs à restituer au lésé et par le transfert ou le passage en transit de détenus sont remboursés.

*Article XVI - Acceptation de la dénonciation aux fins de poursuites (Ad Article 21 de la Convention)*

1. Saisies d'une dénonciation selon l'article 21 de la Convention, les autorités judiciaires de l'Etat requis examinent si, d'après le droit de cet Etat, des poursuites doivent être engagées devant les tribunaux.

2. Lorsque le droit des deux Etats exige le dépôt d'une plainte, celle déposée par la victime dans le délai légal auprès de l'autorité compétente de l'Etat requérant produit effet dans l'Etat requis. Dans le cas où la plainte est exigée uniquement d'après le droit de l'Etat requis, elle peut être déposée après coup auprès de l'autorité compétente de cet Etat chargée des poursuites pénales dans ses délais légaux; ces délais ne courent qu'à compter du jour où cette autorité a reçu la demande.

3. L'Etat requis informe dès que possible l'Etat requérant de la suite donnée à la demande de poursuite et lui transmet, le cas échéant, une copie certifiée conforme de la décision intervenue à l'issue de la procédure.

*Article XVII- Pièces à l'appui d'une dénonciation (Ad article 21 de la Convention)*

La dénonciation est accompagnée:

- a) d'un exposé des faits;
- b) de l'original ou d'une copie certifiée conforme des actes et, le cas échéant, des moyens de preuve;
- c) d'une copie des dispositions pénales applicables selon le droit de l'Etat requérant.

*Article XVIII - Effets de l'acceptation d'une dénonciation (Ad Article 21 de la Convention)*

1. Les autorités de l'Etat requérant renoncent à poursuivre le prévenu et à exécuter une décision rendue contre lui à raison des faits indiqués dans la dénonciation si dans l'Etat requis :

- a) la procédure a été définitivement close par un tribunal ou une autorité de poursuite pénale;
- b) le prévenu a été acquitté, pour la France acquitté ou relaxé, par une décision devenue définitive,

c) le prévenu a subi la peine ou la mesure prononcée, s'il a bénéficié d'une remise de peine, ou si la peine ou la mesure est prescrite;

d) l'exécution de la peine ou de la mesure est partiellement ou totalement suspendue ou si le prononcé de la peine ou de la mesure est différé.

2. Les objets et documents originaux transmis à l'Etat requis sont renvoyés à l'Etat requérant au plus tard à l'issue de la procédure, à moins que l'Etat requérant n'y renonce.

3. Les frais résultant de l'acceptation de la poursuite pénale ne sont pas remboursés.

*Article XIX - Echange d'avis et de décisions de condamnation (Ad Article 22 de la Convention)*

1. L'échange d'avis de condamnation a lieu au moins une fois par trimestre entre le casier judiciaire national à Nantes et l'Office fédéral de la police.

2. Sur demande expresse, les autorités judiciaires des deux Etats se communiquent, dans des cas particuliers, copie des décisions répressives rendues contre leurs ressortissants, pour permettre à l'autorité judiciaire requérante d'examiner si des mesures doivent être prises sur le plan interne.

*Article XX. Simplification des modalités pratiques d'application de l'Accord*

S'agissant des articles X, XIV et XIX, le Gouvernement français et le Conseil fédéral suisse se réservent la possibilité de convenir par échange de lettres des modalités pratiques permettant de faciliter ou de simplifier l'application du présent Accord.

*Article XXI. Conséquences de la dénonciation de la Convention européenne (Ad Article 29 de la Convention)*

En cas de dénonciation de la Convention européenne par l'un des deux Etats, la dénonciation prendra effet entre les deux Etats à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de réception de sa notification par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

*Article XXII- Entrée en vigueur*

1. Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

2. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

*Article XXIII - Dénonciation*

Chacun des deux Etats pourra dénoncer le présent Accord à tout moment en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, un avis écrit de dénonciation. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de cette notification.

En foi de quoi les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait en langue française à Berne le 28 octobre 1996 en double exemplaire.

Pour le Gouvernement de la République française :

JACQUES TOUBON

Pour le Conseil fédéral suisse :

ARNOLD KOLLER

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE SWISS FEDERAL COUNCIL TO SUPPLEMENT THE EUROPEAN CONVENTION ON MUTUAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS OF 20 APRIL 1959

The Government of the French Republic and the Swiss Federal Council,

Desiring to simplify the implementation of the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters of 20 April 1959, hereinafter referred to as "the Convention", in relations between the two States, and to supplement its provisions,

Have agreed as follows:

*Article I. Scope of application (Ad article 1 of the Convention)*

1. The Convention and this Agreement shall apply:

(a) To proceedings in respect of offences the prosecution of which, on the date of the request for assistance, falls within the jurisdiction of a judicial or administrative authority in one of the two States and an administrative authority in the other State, if it is possible, during the proceedings, to bring the case before a court competent to hear criminal matters;

(b) To proceedings in respect of offences which, under the law of one of the two States, are punishable only by a fine, if it is possible, at least in one of the two States, to bring the case before a court competent to hear criminal matters;

2. Mutual assistance shall also be given:

(a) In the service of writs for the enforcement of a sentence or measure, the levying of a fine or the payment of costs;

(b) In cases concerning the suspension of enforcement of a sentence or measure, conditional release, the postponement of the beginning or the interruption of the enforcement of a sentence or measure;

(c) In proceedings for pardon;

(d) In proceedings for damages for unjustified detention or other injury resulting from proceedings.

*Article II. Grounds for refusal (Ad article 2 of the Convention)*

I. Mutual assistance shall be refused if the request relates to offences in respect of which the prosecuted person has been finally acquitted or, in the case of France, acquitted or discharged on the substance, or for which that person has already been convicted in the requested State, provided that any sentence imposed is being enforced or has already been enforced.

2. Paragraph 1 of this article shall not apply if the proceedings instituted abroad are not directed solely against the prosecuted person resident in the requested State or if the execution of the request is likely to exonerate that person.

*Article III. Use of information(Speciality)*

1. Information obtained through mutual assistance may not, in the requesting State, be used for investigative purposes or produced in evidence in any proceedings relating to an offence in respect of which assistance is precluded.

2. Insofar as the requested State has been notified, the information provided may be used in the requesting State for proceedings:

(a) Against a person who, having been the subject of proceedings for which mutual assistance was given, is also being prosecuted for an offence in respect of which mutual assistance must be given;

(b) Against a person who is being prosecuted for participating in an offence in respect of which mutual assistance was given, or for facilitating such an offence;

(c) Concerning the payment of damages in relation to proceedings for which mutual assistance was given;

(d) Necessitating further investigation, provided that mutual assistance is allowed for such proceedings, that the investigation to establish whether there is an offence has already been conducted prior to the date of the request referred to in paragraph 1 and that the information provided is not used as evidence.

*Article IV. Transmittal of articles to be produced in evidence, records or documents (Ad article 3 of the Convention)*

1. The request by an authority of the requesting State referred to in article I for a search or seizure or for the transmittal of articles to be produced in evidence, records or documents shall have the same value in the requested State as a decision taken for the same purpose in that State.

2. The transmittal to the requesting State of articles, records or documents referred to in article 3 of the Convention shall be without prejudice either to the rights of the requested State or to those of third parties.

*Article V. Tax liens*

When transmitting property the return of which has been waived, the requested State shall not assert any customs lien or other liability in rem under its customs or taxation law, unless the property owner injured by the offence is himself liable for the duty or tax owed.

*Article VI. Return of property deriving from an offence*

1. In addition to the articles, records or documents referred to in article 3 of the Convention, such property deriving from an offence as may be seized under the law of the re-

quested State, together with the proceeds therefrom, shall also be returned to the requesting State for purposes of restitution to the injured party.

2. Any claim made on that property by a person not involved in the offence which has not been satisfied or secured shall remain reserved.

*Article VII. Presence of aliens in the requested State(Ad article 4 of the Convention)*

1. The requested State, at the request of the requesting State, shall permit officials of the requesting State involved in the proceedings, interested persons accompanied by their representatives if appropriate, and experts designated by the authorities of the requesting State to be present at the execution of acts of mutual assistance in its territory:

(a) If this is not prohibited by its legislation; and

(b) If the presence of those persons facilitates the execution of such acts or of the proceedings in the requesting State.

2. The persons referred to in paragraph 1 may suggest to the authorities of the requested State that they should ask particular questions.

*Article VIII. Coercive measures(Ad article 5 of the Convention)*

Mutual assistance consisting of a coercive measure may be refused if:

(a) The offence that gave rise to the letters rogatory is not punishable under the law of both States;

(b) Such assistance is prohibited by the legislation of the requested State.

*Article IX. Return of property, records and documents(Ad article 6 of the Convention)*

The requesting State shall not be obliged to return the property and original records or documents referred to in article 6, paragraph 2, of the Convention except at the express request of the requested State.

*Article X. Service by mail*

*(Ad article 7 of the Convention)*

1. Any writ or record of a judicial verdict in criminal matters may be transmitted directly by mail to persons who are in the territory of the other State.

2. Summonses must be received by accused persons who are in the requested State not later than thirty days before the date set for their appearance.

3. Where there are grounds to believe that the person to be served does not understand the language in which the document is drafted, this document - or at least the important passages thereof - shall be translated into the official language or one of the official languages of the State in whose territory the person is located.

*Article XI. Advance of expenses to witnesses or experts(Ad article 10 of the Convention)*

Article 10, paragraph 3, of the Convention shall apply to all cases in which a witness or expert is summoned, even if the conditions of article 10, paragraph 1, of the Convention are not met.

*Article XII. Temporary transfer of persons in custody to the requested State(Ad articles 11 and 12 of the Convention)*

1. The requested State shall agree to the temporary transfer to its territory of a person in custody in the requesting State if the presence of that person is necessary for the execution of the measure of mutual assistance in the requested State. However, it may withhold agreement:

If the person in custody does not consent to the temporary transfer; or  
If there are overriding grounds against such transfer.

2. The State to which the person in custody is transferred under the terms of paragraph 1 of this article shall keep him in custody for the duration of his stay, unless the requesting State applies for his release. It may not prosecute him for an offence committed before his transfer.

3. The person in custody shall be returned to the requesting State as soon as the requested State has executed the measure of mutual assistance requested.

4. The same rule shall apply, in like cases, to the transit of a person in custody through the territory of one of the two States.

*Article XIII. Content of requests(Ad article 14 of the Convention)*

In addition to the documents stipulated in article 14, paragraph 1, of the Convention, requests shall indicate:

(a) In the case of service of writs and records of judicial verdicts, the name and address of the person to be served, his status in the case and the nature of the document to be served;

(b) In the case of participation of persons referred to in article VII of this Agreement, the names of the persons who are to be present at the execution of the request and the reason for their presence.

*Article XIV. Channels of transmittal(Ad article 15 of the Convention)*

1. Requests for mutual assistance, including those drawn up by the administrative authorities responsible for the prosecution of the offences referred to in article I of this Agreement, may be addressed, in France, to the Public Prosecutor at the Appeals Court by which the request is to be executed and, in Switzerland, to the judicial authority competent to execute the request.

Requests and documents relating to their execution shall be returned through the same channels.

2. The French Ministry of Justice and the Federal Department of Justice and Police shall transmit to one another lists of the authorities to which requests for mutual assistance are to be addressed, as well as such amendments as may be made to those lists.

3. Requests for the temporary transfer or transit of persons who are under provisional arrest or in custody or are subject to a measure involving deprivation of liberty shall be made through the Ministry of Justice and the Federal Office of Police.

4. Requests for extracts from judicial records needed in a criminal matter, including requests for the deletion of records, shall be addressed to the National Judicial Records Office in Nantes and to the Federal Office of Police in Bern, respectively.

*Article XV. Reimbursement of expenses(Ad article 20 of the Convention)*

Expenses incurred by the return of property and assets for restitution to the injured party and by the transfer or transit of persons in custody shall be reimbursed.

*Article XVI. Acceptance of information laid in connection with proceedings (Ad article 21 of the Convention)*

1. Following the laying of information in accordance with article 21 of the Convention, the judicial authorities of the requested State shall consider whether, in accordance with the law of that State, proceedings should be instituted before the courts.

2. When the law of the two States requires the lodging of a complaint, a complaint lodged by the victim within the period prescribed by law with the competent authority of the requesting State shall be valid in the requested State. In cases where a complaint is required only under the law of the requested State, it may be lodged afterwards with the competent authority of that State responsible for criminal prosecution, within the period prescribed by its law; the prescribed period shall only begin to run from the date on which that authority received the request.

3. The requested State shall notify the requesting State as soon as possible of any action taken on the basis of the request for prosecution and shall forward to it, where applicable, a certified true copy of the verdict pronounced at the end of the proceedings.

*Article XVII. Documents in support of information laid(Ad article 21 of the Convention)*

The information laid shall be accompanied by:

- (a) A statement of the facts;
- (b) The originals or certified true copies of the documents involved and, where appropriate, any evidence;
- (c) A copy of the penal provisions applicable under the law of the requesting State.

*Article XVIII. Effects of accepting information laid (Ad article 21 of the Convention)*

1. The authorities of the requesting State shall renounce prosecution of the accused and enforcement of a verdict returned against him on the basis of the facts indicated in the information laid if in the requested State:

(a) The proceedings have been finally closed by a court or an authority responsible for criminal prosecution;

(b) The accused has been acquitted, or in the case of France acquitted or discharged, by a final judgement;

(c) The sentence or measure imposed has been served or remitted or has become subject to statutory limitation;

(d) The enforcement of the sentence or measure is wholly or partly suspended or sentencing is postponed.

2. The objects and original documents transmitted to the requested State shall be returned to the requesting State not later than at the end of the proceedings, unless such return is waived.

3. Expenses incurred by agreeing to the criminal prosecution shall not be reimbursed.

*Article XIX. Exchange of information from judicial records (Ad article 22 of the Convention)*

1. Information from judicial records shall be exchanged at least once a quarter between the National Judicial Records Office in Nantes and the Federal Office of Police.

2. The judicial authorities of the two States shall, if expressly requested, transmit to one another, in specific cases, copies of criminal judgements returned against their nationals in order to enable the requesting judicial authority to consider whether domestic measures are required.

*Article XX. Simplification of the practical modalities for the implementation of the Agreement*

With regard to articles X, XIV and XIX, the French Government and the Swiss Federal Council reserve the right to reach agreement by exchange of letters on practical modalities for facilitating or simplifying the implementation of this Agreement.

*Article XXI. Consequences of the denunciation of the European Convention (Ad article 29 of the Convention)*

If the European Convention is denounced by either State, the denunciation shall take effect between the two States after the expiry of a period of two years from the date when notification thereof is received by the Secretary-General of the Council of Europe.

*Article XXII. Entry into force*

1. Each State shall notify the other of the completion of the procedures required under its Constitution for the entry into force of this Agreement.
2. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date when the latter notification is received.

*Article XXIII. Denunciation*

Either State may denounce this Agreement at any time by addressing to the other, through the diplomatic channel, written notification of denunciation. The denunciation shall take effect six months from the date when such notification is received.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done at Berne on 28 October 1996, in French, in two copies.

For the Government of the French Republic:

JACQUES TOUBON

For the Swiss Federal Council:

ARNOLD KOLLER

